

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-accord-avec-les-fonds-voutours-signe-le-retour-de-l-endettement-massif-de-l-Argentine>

CAMOUFLET ET EXTORSION

L'accord avec les fonds voutours signe le retour de l'endettement massif de l'Argentine

- Argentine -
Date de mise en ligne : mardi 1er mars 2016

Description :

L'accord avec les fonds voutours signe le retour de l'endettement de l'Argentine. Camouflet et extorsion.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

A qui profite le crime ? La question vient cette fois à point nommé. Le gouvernement argentin de Mauricio Macri vient d'annoncer avoir trouvé un accord avec les fonds vautours. Un accord qui ressemble fort à une extorsion, et bafoue la résolution de l'ONU sur les dettes souveraines.

Un accord dont la teneur montre bien que le gouvernement argentin a mis le genou à terre : de négociation, il n'y en a pas quasi pas eu, car les vautours ont dicté leurs conditions et obtenu le racket souhaité. Avec un petit rabais de 25 % sur les 100% exigés et validés par les différentes sentences du juge new-yorkais Griesa, grâce aux bons offices du médiateur dont l'impartialité a toujours été mise en doute dans cette affaire, Daniel Pollack, nommé par le juge usaméricain Griesa, qui n'a pas caché sa satisfaction à propos du dit accord.

C'est un véritable camouflet pour les instances internationales à commencer par l'ONU, où a été, il y a quelques mois, votée une résolution par 136 pays proposée pour protéger la restructuration des dettes souveraines, afin de les mettre à l'abri justement des fonds vautours, et qui incite les pays à la traduire sous forme de loi. (Lire [Dettes souveraines : la résolution de l'ONU transcrite dans la Loi argentine](#), 12 novembre 2015)

Double langage ? Complicité internationale ? Le point 5 de cette résolution « impose aux Etats l'obligation de s'abstenir de discriminer arbitrairement les créanciers » et que n'importe quel « arrangement individuel garantisse l'égalité entre créanciers et soit examiné par tous les créanciers » .

Une chose est sûre, en signant cet accord avec les fonds vautours, le gouvernement Macri va à l'encontre de ce point 5 de la résolution de l'ONU et de la stabilité de la restructuration des dettes souveraine : il cède sur toute la ligne et de surcroît ouvre la boîte de pandore. Que se passera-t-il si les autres détenteurs de titres -soit 93%- demandent l'égalité de traitement ? Le dit accord ne semble pas se prémunir contre cette possibilité abyssale.

De plus, pour mener à bien cette opération de remboursement des fonds vautours, il faut endetter le pays en émettant une dette d'au moins quelques 15 milliards de dollars. Donc renouer avec les affres de l'endettement, de la mainmise des banques et du FMI, tout ce qui a entraîné l'Argentine vers les tréfonds qu'elle a connus en 2001, le tout avec une inflation tenace, une stagnation voire récession économique, et une crise sociale latente. Comment ne pas avoir le vertige devant un tel scénario.

En effet, dans le détail, le gouvernement Macri a accepté de payer aux fonds vautours cash 4,653 milliards de dollars avant le 14 avril prochain pour 75 % de la dette en litige (des 7% non entrés dans la restructuration) ; avec les autres créanciers (25% des 7%) ne faisant pas partie de la restructuration, cela fait monter la dette à 15 milliards de dollars.

Les fonds vautours qui ont payé les titres 25 centimes de dollars demandent aujourd'hui 4 dollars (intérêts compris). 93% des créanciers entrés dans l'accord de restructuration de la dette avaient accepté de recevoir 30 centimes par dollars. De quoi se sentir lésés.

Certes, le Congrès argentin devra donner son avis sur cet accord maléfique passé avec les fonds vautours, puisqu'il faut déroger à la loi de *Cerrojo y Pago Soberano*, qui bloque toute réouverture des plans de restauration de la dette souveraine 2005 -2010, auxquels ont adhéré 93% des créanciers. Et hélas, le résultat de ce vote relèvera peut être davantage du marchandage entre courants partisans que d'une volonté d'avoir un dessein souverain pour le pays.

Le gouvernement Macri aura beau jeu de chanter victoire en étant parvenu à un accord en trois mois après 10 ans de procédure contre les fonds vautours sous le gouvernement précédent, il n'en reste pas moins qu'il plombe l'avenir de l'Argentine .

C'est donc l'échec du droit, et la victoire d'un juge étasunien local qui a outrepassé ses compétences, car Griesa pour faire plier le pays, a gelé les fonds versés aux créanciers entrés dans le plan de restructuration, faisant pression ces derniers mois sur les institutions financières intermédiaires, et empêchant de facto l'Argentine d'honorer sa dette.

Brandir le retour du pays sur les marchés financiers comme la clef de cet accord est un argument fallacieux, l'Argentine a trouvé des fonds ces dernières années, sans passer par ces fourches caudines, à commencer par les investisseurs chinois. Ce méga endettement va profiter en premier lieu aux banques comme HSBC, JP Morgan, Santander, Deutsche, BBVA, Citi et UBS qui ont déjà prêté 5 milliards de dollars à la Banque Centrale, il y a quelques jours, en demandant en garantie le double. La politique de Macri n' a en rien enrayé la fonte des réserves de la Banque Centrale.

Au-delà du cas argentin, et du fait que cet accord obère le futur du pays en, sous ce prétexte, l'endettant lourdement, c'est un très mauvais signal envoyé aux défenseurs du droit qui militent pour une meilleure régulation financière.

Estelle Leroy-Debiasi* pour [El Correo de la diaspora latinoamericana](#)

POUR MEMOIRE :

- **Argentine/Fonds Vautours : l'ultime provocation du juge Griesa sur Bonar 2024**, 23 juillet 2015.
- **[Fonds Vautours : le double jeu de la Citibank sanctionné par l'Argentine](#)**, 31 mars 2015
- **[Argentine/Fonds Vautours : La Citibank coincée par le juge Griesa](#)**, 17 mars 2015.
- **[Fonds Vautours/Argentine : Bataille juridique entre Londres et New York](#)** , 18 février 2015.
- **[Argentine-Fonds Vautours : une nouvelle donne en janvier 2015](#)**, 24 décembre 2014
- **[En Argentine, cristallisation du feuilleton autour des Fonds Vautours](#)** , 11 Novembre 2014
- **[Argentine-Fonds Vautours : Un nouveau cadre légal de paiement de la dette](#)**, 7 septembre 2014
- **[Argentine et fonds vautours : Prochains rendez vous avec la justice newyorkaise](#)**, 17 aout 2014
- **[L'Argentine enquêtera via la Security Exchange Commission \(SEC\) sur une « escroquerie » des vautours autour des CDS](#)**, 2 aout 2014
- **[Argentine : Après le « Griefault », le feuilleton continue...](#)**, 31 juillet 2014.
- **[L'Argentine en « Griefault » mais pas en cessation de paiement](#)**, 31 Juillet 2014.
- **[Argentine-Fonds Vautours : Les créanciers européens se font entendre](#)**. 30 juillet 2014
- **[Argentine-Fonds vautours : Le juge Griesa autorise le paiement de certains titres mais complique la donne](#)** 29 juillet 2014.
- **[Argentine-Fonds Vautours : Chronique d'un « faux » défaut annoncé](#)**, 28 juillet 2014.
- **[L'Argentine élabore une solution pour payer ses échéances](#)**. El Correo, 19 juin 2014.
- **[Fonds Vautours : L'Argentine devant la Cour Suprême US](#)**. El Correo, 12 février 2014.
- **[Argentine contre Fonds Vautours : la Cour Suprême US se penchera sur le sujet](#)**. El Correo, 14 janvier 2014.
- **[Fonds Vautour : La Cour suprême des Etats-Unis a rejeté l'étude du cas argentin](#)**. El Correo, 8 octobre 2013.
- **[Argentine contre Fonds Vautours : l'AG de l'ONU prise à témoin](#)**. El Correo, 28 septembre 2013.
- **[Dette souveraine argentine-USA : La victoire des vautours](#)**. El Correo, 15 septembre 2013

L'accord avec les fonds vautours signe le retour de l'endettement massif de l'Argentine

- [Argentine contre Fonds Vautours : Soutien de la France, ambiguïté du FMI sous pression US](#). El Correo, 30 juillet 2013.
- [Bras de fer entre l'Argentine et les fonds vautours : Le dangereux lobby de l'ATFA](#). El Correo, 23 novembre 2012.

[El Correo de la diaspora latinoamericana](#), Paris 1er mars 2016.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

***Estelle Leroy-Debiasi** est journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien économique La Tribune.